

## Veille internationale

### Australie

Alors que les changements apportés au programme de soutien de revenu « Superannuation » sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre, le groupe Per Capita, voué à réduire les inégalités en Australie, a publié un rapport faisant état des disparités économiques entre les genres chez les Australiennes et les Australiens à la retraite. Afin d'améliorer le sort des futures retraitées, le groupe propose des recommandations au gouvernement fédéral, aux employés, syndicats et employeurs et au fonds du programme « Superannuation ». Ces recommandations portent, entre autres, sur des incitatifs fiscaux à l'épargne, une prise en compte des congés de maternité dans le calcul des prestations et sur des formations sur la littératie financière.

<https://percapita.org.au/research/not-so-super/>

### Canada

Le Bureau de l'actuaire en chef du Canada a déposé, le 16 août dernier, le 14<sup>e</sup> rapport actuariel sur le programme de la sécurité de vieillesse, ce qui inclut la Pension de la sécurité de la vieillesse (PSV) et le Supplément de revenu garanti (SRG). Ce rapport fait état de la situation du programme de la sécurité de vieillesse en 2015 ainsi que des projections allant jusqu'en 2060 sur les bénéficiaires et sur les coûts du programme. Deux changements importants modifient les projections passées, soit l'âge de la retraite qui est passé de 67 à 65 ans et les modifications au Régime de pensions du Canada qui entreront en vigueur en 2019. Ce dernier changement devrait entraîner la diminution du nombre de prestataires du SRG d'environ 243 000 personnes en 2060, soit 6,8 % des bénéficiaires, pour un total d'environ 3 milliards de dollars de prestations.

<http://www.osfi-bsif.gc.ca/Fra/oca-bac/Pages/default.aspx>

### États-Unis

Une portion importante de la loi sur les conseillers en placement fiduciaire (*investment advice fiduciary*), prévoyant que les intérêts des clients doivent primer sur les intérêts des conseillers ou des courtiers, est entrée en vigueur le 9 juin dernier. Auparavant, les multiples professions ou titres professionnels pouvant offrir des conseils ou des services financiers n'étaient pas nécessairement tenus de favoriser les clients lors de conflits d'intérêts. Selon le conseil des conseillers économiques (*Council of Economic Advisers*), ces conflits d'intérêts coûtent annuellement plus de 17 milliards de dollars aux consommateurs américains de produits financiers ou d'assurances. L'entrée en vigueur complète de la loi est prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

<http://www.pensionrights.org/blog/ready-or-not-here-comes-conflict-interest-rule>

## **Royaume-Uni**

Le Brexit voté par le Royaume-Uni entraîne des incertitudes quant à la coordination de son système de sécurité sociale avec les autres états membres de l'Union européenne, notamment avec la France depuis 1956. En effet, son retrait prévu en mars 2019 pourrait remettre en cause les dispositions de coordination prévues entre le Royaume-Uni et l'Union européenne lors de son entrée en 1973. En 2015, environ 65 500 retraités britanniques touchaient 424 millions d'euros de pension en France, et environ 9 500 pensionnés français vivant au Royaume-Uni en touchaient 23 millions d'euros.

<http://www.cleiss.fr/brexit/index.html>

## **Organisations internationales**

Le Forum économique mondial a publié un rapport prévoyant que l'écart entre un remplacement du revenu de 70 % et les fonds dédiés à la retraite des six systèmes d'épargne les plus importants (États-Unis, Royaume-Uni, Pays-Bas, Canada, Japon et Australie) atteindra 224 trillions de dollars américains en 2050. Le rapport suggère cinq actions devant être adoptées par les gouvernements afin de parer à la crise. En plus de suggérer de hausser l'âge de la retraite, le document encourage les États à simplifier et même à automatiser l'épargne individuelle. De plus, le document suggère d'accroître la littératie financière des citoyens et de communiquer clairement les objectifs de chacun des piliers de retraite des systèmes nationaux. Le rapport encourage aussi les États à rassembler les informations sur l'épargne des citoyens dans un seul portail afin qu'ils puissent avoir un portrait complet et global de leur situation financière.

<https://www.weforum.org/press/2017/05/global-pension-timebomb-funding-gap-set-to-dwarf-world-gdp/>